



Pendant que la Nation bleu-blanc-rouge fête la chute de la royauté, l'école de la République laisse ses bateaux-pilotes sur le sable.

Résumé des épisodes précédents

L'histoire institutionnelle des services d'orientation se fait par étapes distantes de 20 à 40 ans portant à chaque fois sur un seul aspect non synchronisé avec les autres ; les porte-à-faux qui en ont résulté ont été sans conséquence dans un système centralisé, mais sont aujourd'hui la source d'une inquiétude qui se développe chez les personnels, dans l'incompréhension la plus totale du public qui continue à attendre le meilleur service.

Les personnels

En 10 lignes le décret de 1971 (aujourd'hui entièrement abrogé) avait fixé de façon claire les missions des services d'information et d'orientation, et leur zone d'intervention ; le territoire du CIO est le district, défini par un lycée et l'ensemble des collèges qui l'alimentent. Le décret de **1972** a précisé dans la foulée le statut des DCIO et conseillers d'orientation auxquels le décret de mise à jour de **1991** a ajouté le titre de psychologue.

Suite à un groupe de travail ministériel en 2010-2011 sur les **missions** des COP, est promulgué en **2011** un nouveau décret sur le **statut** des DCIO et COP.

En 2014-2015 est initié un nouveau groupe de travail sur le statut des psychologues scolaires et des COP, mais pas des DCIO.

Les CIO

Les salaires des personnels sont assumés par l'Etat, ils représentent 95 % du coût d'un CIO ; le reste de la dépense (loyers éventuels, frais de fonctionnement et de déplacements) est pris en charge par l'Etat pour une partie des CIO et par les collectivités locales pour les autres ; suite au décret de 1971, l'Etat décide de nationaliser l'ensemble des CIO ; cette évolution s'interrompt à mi-course avec la crise pétrolière de **1973** (289 CIO d'Etat et 235 à gestion de collectivité locale).

En **2009**, au cours de son 79ème Congrès, l'Assemblée des Départements de France (ADF) adopte une résolution visant à « menacer » d'arrêter le financement des compétences de l'Etat.

Cinq ans plus tard, fin 2014, APA, PCH et RMI-RSA ciblés par cette menace n'ont pas été impactés, mais quelques conseils généraux sont passés à l'acte avec pour seules victimes 28 CIO, soit 5 % de l'ensemble, principalement dans 4 départements.

Dans le même temps l'éducation nationale a supprimé 24 CIO d'Etat...

La saga de l'été

Depuis le 1er janvier 2015, le service public régional d'orientation (SPRO) est officiellement en place, et, conformément à l'accord-cadre entre l'éducation nationale et l'association des régions de France (ARF), « l'État et la Région **peuvent** préciser leurs rôles respectifs ainsi que la coordination de leurs actions dans une convention spécifique » ; une telle convention a été signée dans quelques régions (dans leur délimitation d'avant les vacances d'été), dans les autres, les DCIO continuent à faire le travail et à représenter fonctionnellement l'Etat auprès de leurs partenaires.

Alors que la loi sur la nouvelle organisation des territoires était en discussion, l'éducation nationale a pensé dans un premier temps que tous conseils généraux cesseraient de verser leur écot, ne laissant que 260 CIO d'Etat à redéployer, puis, dans un deuxième temps a envisagé de poursuivre partiellement la nationalisation interrompue 10 ans avant l'acte I de la décentralisation !

Les recteurs ont donc été invités proposer une nouvelle carte de 360 CIO incluant pour partie les anciens et nouveaux nationalisés et une partie de CIO susceptibles de rester encore « un certain temps » à gestion départementale. Ce qui se solderait par plus de **100 fermetures**, groupements, fusions, transformations en annexes ou antennes ou sites, **avec à la clé la disparition d'autant de postes de DCIO.**

Avant de rendre leur copie, les recteurs ont le plus souvent organisé des réunions d'information, sinon de concertation ; l'ANDCIO a été invitée à participer à ces réunions dans plusieurs académies.

Certains recteurs ont exprimé leur regret de devoir fermer des centres dont le maintien leur paraissait pertinent. Quelques recteurs ou directeurs académiques des services de l'éducation nationale (DASEN, ex-inspecteurs d'académie) ont pensé redessiner les bassins d'éducation et de formation autour des CIO restants, ce qui fait nous beaucoup d'honneur, d'autres s'y sont refusés.

Toujours est-il que dans la perspective de la validation de ces propositions par le ministère, on se retrouverait avec de nombreux DCIO déchargés de CIO auxquels on propose un point de chute, l'inspection académique (IA), et une reconversion qui tient en trois mots : chargé de mission.

Vous avez dit mission ?

Toute médaille ayant un revers, le fait de supprimer des CIO et des postes de DCIO correspond à priver un district ou un bassin d'éducation et de formation de son DCIO...

Les collègues ayant étreigné les premiers groupements ont été amenés à animer une équipe démesurée, à collaborer avec des dizaines de chefs d'établissement dans des commissions appartenant à plusieurs bassins et, dans le cadre du SPRO, à coopérer avec 5 ou 6 agences de Pôle emploi, 2 ou 3 missions locales... La gestion du quotidien prend alors le pas sur l'animation locale elle-même mise à mal par l'émiettement du partenariat.

Les bassins délaissés pourraient bénéficier des services d'un DCIO qui « *[s'assurerait] de la cohérence des actions conduites en matière d'information, de conseil et d'accompagnement en orientation, dont [il analyserait] les résultats.* » comme le stipule d'ailleurs le décret actuel. Le DCIO en question pourrait, plutôt qu'à l'IA avoir pour résidence administrative le CIO de groupement ou un ancien CIO transformé en annexe, pour être au plus près du terrain et pouvoir s'appuyer sur une équipe ; ce qui ne l'empêcherait pas d'assurer, en fonction de ses compétences, le suivi d'un dossier départemental ou académique ; il y en a toujours qui restent en souffrance du fait qu'à chaque instant, un immédiat chasse l'autre...

L'automne fera-t-il le printemps ?

On nous annonce un groupe de travail spécialement dédié aux DCIO. De quoi sera-t-il question ? De leur fonction dans le CIO, dans l'éducation nationale, de leur rôle en lien avec les instances socio-économiques locales en général, avec le SPRO en particulier, de leur statut, qui les mettra en position de mener à bien les missions qui leur seront conférées ? De tout cela, nous l'espérons.

Et dans cette chronologie ascendante, nous verrions bien un groupe de travail dédié au CIO lui-même pour institutionnaliser l'éventail des services rendus aux élèves, aux familles, aux enseignants, aux établissements, aux partenaires, aux élus locaux...